



Des dizaines de morts dans les affrontements frontaliers croissants entre la Turquie et la Syrie

Par [Ulas Atesci](#)

Mondialisation.ca, 05 février 2020

WSWS.org

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [SYRIE](#)

Les tensions croissantes entre les forces militaires turques et syriennes dans la province d'Idlib, dans le nord-ouest de la Syrie, ont éclaté en combats sanglants hier. Des dizaines de soldats syriens ont été tués après que les forces turques ont accusé les forces fidèles au président syrien Bachar al-Assad d'avoir bombardé des positions turques, entraînant la mort de six soldats turcs. Cette violence menace de dégénérer en un affrontement direct entre la Turquie, un État membre de l'OTAN, et l'allié nucléaire du régime syrien, la Russie.

Dans un communiqué, le ministère turc de la défense a affirmé que les bombardements syriens visaient «nos éléments envoyés en renfort pour empêcher les affrontements à Idlib, malgré la coordination préalable de leurs positions».

Avant de partir pour l'Ukraine pour une visite officielle, le président turc Recep Tayyip Erdoğan a déclaré: «La Turquie a exercé des représailles contre cette attaque comme elle l'a fait précédemment, et elle poursuit les représailles.» Il a ajouté qu'«une quarantaine de positions ont été ciblées dans une opération en cours», affirmant que «30 à 35 soldats du régime [syrien]» ont été tués par des obusiers turcs et des bombes larguées par des avions de combat F-16. Des informations ultérieures ont indiqué que 12 soldats syriens avaient été tués et environ 20 blessés.

Erdoğan a poursuivi: «Nous sommes déterminés à poursuivre nos opérations pour assurer la sécurité de notre pays, de notre nation et de nos frères à Idlib», c'est-à-dire des milices islamistes liées à Al-Qaïda. Il a menacé la Russie «de ne pas faire obstacle à la Turquie».

Cependant, l'armée russe a démenti les affirmations de la Turquie selon lesquelles elle aurait informé Moscou de la position des troupes turques. Selon RT, le Centre russe pour la réconciliation syrienne a déclaré: «Des unités de l'armée turque se sont déployés dans la zone de désamorçage d'Idlib pendant la nuit du 2 février au 3 février sans en informer la partie russe et ont été l'objet d'ouverture de feu des troupes du gouvernement syrien, qui visaient des terroristes à l'ouest de Saraqib.»

Au moins 4 des 12 postes d'observation militaire de la Turquie à Idlib sont toujours assiégés par les forces du régime syrien.

L'affrontement s'est produit sur fond de tensions croissantes entre les responsables turcs et leurs homologues russes et syriens à propos de l'offensive syrienne contre les forces liées à Al-Qaïda à Idlib, et des avancées importantes des troupes syriennes soutenues par la Russie et l'Iran ces dernières semaines. Elles ont pris Maaret al-Numan, une ville stratégique.

La semaine dernière, Erdoğan aurait critiqué son «partenaire russe» pour la première fois depuis le coup d'État militaire de 2016 lancé contre lui avec le soutien américain et allemand. Il a allégué que la Russie «ne se conforme pas» à l'accord de Sotchi de 2018, un accord de septembre 2018 pour établir une «zone démilitarisée» patrouillée conjointement entre les troupes du gouvernement syrien et les «rebelles» soutenus par l'Occident concentrés dans la province d'Idlib au nord-ouest de la Syrie. Il a ajouté que les négociations du processus d'Astana entre la Russie, l'Iran et la Turquie sont «mortes».

Erdoğan a également menacé vendredi que «nous n'allons pas regarder la situation en Syrie [...] Nous n'hésiterons pas à faire tout ce qu'il faut, y compris à recourir à la force militaire.»

Le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, a répondu: «La Russie respecte pleinement les accords de Sotchi sur la zone d'Idlib», ajoutant qu' «un grand nombre de terroristes restent dans la région.»

Par la suite, samedi, des combattants islamistes d'al-Bab soutenus par la Turquie, une zone contrôlée depuis 2017 par la Turquie et la milice syrienne de l'opposition, ont lancé une contre-attaque contre les forces du régime syrien. L'aviation russe a répondu en bombardant al-Bab. Selon Moscou, les combattants islamistes ont tué au moins 40 soldats syriens la semaine dernière. Après les frappes russes, de nombreux véhicules militaires turcs sont entrés en Syrie depuis le poste frontière de Kafrosin, a rapporté dimanche *Al-Arabiya*.

Malgré les liens militaro-stratégiques croissants entre les deux pays, avec le déploiement de missiles anti-aériens russes S-400 en Turquie et le gazoduc TurkStream, que Washington a dénoncé, l'alliance fragile entre Ankara et Moscou est au bord de la rupture, ce qu'elle n'a pas connu depuis novembre 2015. À cette époque, l'armée de l'air turque avait abattu un bombardier russe le long de la frontière syro-turque, ce qui amena la Russie et la Turquie, et potentiellement toute l'alliance de l'OTAN, au bord de la guerre.

Alors que de hauts responsables américains dénoncent les combats entre les forces syriennes et russes dans la province d'Idlib, il semblerait que le gouvernement turc se rapproche de Washington. Fin décembre, Trump avait tweeté au sujet d'Idlib que «la Russie, la Syrie et l'Iran massacrent, ou sont sur le point de tuer, des milliers de civils innocents dans la province d'Idlib. Ne faites pas ça! La Turquie s'acharne pour arrêter ce carnage.»

De même, le secrétaire d'État Mike Pompeo a déclaré la semaine dernière: «Les États-Unis surveillent avec une profonde préoccupation la situation dans le nord-ouest de la Syrie où les forces combinées de la Russie, du régime iranien, du Hezbollah et du régime d'Assad mèneraient un assaut à grande échelle sur les habitants d'Idlib et des provinces de l'ouest d'Alep.»

Pendant ce temps, le général de l'US Air Force, Tod Wolters, le commandant du Commandement européen américain et le Commandant suprême des forces alliées en Europe, s'est rendu à Ankara le 30 janvier pour des entretiens axés sur la Syrie. Il a rencontré à la fois le ministre de la Défense et le chef d'état-major turc.

Le grave risque d'une guerre plus large en Syrie est la conséquence directe d'une guerre par procuration de près de dix ans pour le changement de régime menée depuis 2011 par les puissances impérialistes en Syrie, soutenues par le gouvernement Erdoğan. La guerre de l'OTAN en Libye en 2011 et l'armement subséquent des milices islamistes contre le régime

d'Assad ont été la réponse des puissances impérialistes aux soulèvements révolutionnaires de la classe ouvrière qui avaient renversé les dictateurs soutenus par l'impérialisme en Égypte et en Tunisie. Leur objectif était de saper l'influence russe et iranienne dans la région, et d'utiliser la Syrie comme base d'opérations.

Les combats entre les troupes turques et syriennes sont l'aboutissement sanglant des manœuvres répétées et des changements stratégiques effectués par les puissances impérialistes au cours de cette décennie de guerre.

Initialement, les puissances impérialistes dirigées par Washington, les cheikhs des pays pétroliers du golfe Persique et la Turquie acheminèrent des dizaines de milliers d'islamistes liés à Al-Qaïda en Syrie, en particulier via la Turquie, un processus coordonné par la CIA qui mena à la création de l'État islamique d'Irak et de Syrie (EI), le propre monstre de Frankenstein de Washington. En 2014, après que l'État islamique envahit l'Irak depuis la Syrie, menaçant l'État fantoche irakien de Washington, les puissances de l'OTAN ont lancé une nouvelle intervention en Irak et en Syrie dans une soi-disant «guerre contre l'État islamique».

Avec leurs alliés islamistes en Syrie divisés et vaincus, les puissances impérialistes ont fait de la milice des Unités de protection du peuple nationaliste kurde (YPG) leur principale forces par procuration en Syrie. Cependant, Ankara considérait les YPG, lié au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), contre lequel Ankara a mené un combat de contre-insurrection sanglante dans le sud-est de la Turquie durant les 35 dernières années, comme une menace fondamentale pour l'intégrité territoriale de la Turquie. Erdoğan se rapprocha de Moscou contre les YPG, conduisant à la tentative de coup d'État contre Erdoğan soutenue par les États-Unis et l'Allemagne en juillet 2016 et à des incursions turques répétées contre les forces kurdes dans le nord de la Syrie.

L'année dernière, Washington a abandonné ses mandataires kurdes dans le nord de la Syrie, après quoi des forces turques et du régime syrien ont avancé sur la région. Comme le *World Socialist Web Site* [averti](#) à l'époque: «Alors que l'armée syrienne soutenue par l'Iran marche vers le nord pour rencontrer les forces d'invasion turques et leurs alliés rebelles syriens liés à Al-Qaïda, le Moyen-Orient et le monde sont au bord d'une guerre généralisée [...] La Turquie s'est lancée dans le maelström produit par trois décennies de guerre impérialiste au Moyen-Orient.»

Alors que Moscou a négocié une trêve instable entre les forces gouvernementales turques et syriennes dans la région l'année dernière, cette trêve est maintenant au point de rupture, notamment à mesure que les tensions montent entre la Turquie et la Russie en Libye, où elles soutiennent les camps rivaux de la guerre civile déclenchée par la guerre de l'OTAN de 2011.

Surtout, Washington intensifie encore les tensions en Syrie en menaçant l'Iran d'une guerre à l'échelle de la région. Washington continue d'occuper les champs de pétrole et de gaz de la province de Deir Ezzor, dans le nord-est de la Syrie, avec ses mandataires des YPG et a enflammé les tensions dans toute la région avec son assassinat par drone du général iranien Qassem Soleimani le 3 janvier à Bagdad. Ces politiques, qui s'inscrivent dans une préparation à grande échelle de conflit entre de «grandes puissances» visant la Russie et la Chine à travers le Moyen-Orient, conduisent le monde au bord d'une guerre totale entre puissances nucléaires.

Article paru en anglais, WSWs, le 4 février 2020

La source originale de cet article est wsws.org

Copyright © [Ulas Atesci, wsws.org](http://wsws.org), 2020

Articles Par : [Ulas Atesci](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca